

PARLEMENTARISME...

«S'il est un fait incontestable, mille fois attesté par l'expérience, c'est l'effet corrupteur que produit l'autorité sur ceux entre les mains desquels elle est déposée. Il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir sur ses semblables demeure un homme moral...».

Tel est un extrait d'une circulaire adressée à toutes les Fédérations de l'Internationale par les délégués au Congrès de la *Fédération jurassienne* (Sonvillier, novembre 1871), circulaire signée entr'autres par Guesde, le grand pourfendeur d'anarchistes de notre époque. C'est en effet vers 1870 que Karl Marx chercha à faire prédominer dans l'*Internationale* le principe d'autorité; l'idée de son école était la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. De là date la scission qui s'accrut de plus en plus dans la grande *Association* entre les communistes autoritaires et les fédéralistes libertaires. Ce qui s'en suivit fut la naissance dans le socialisme de deux tendances politiques bien nettes: la social-démocratie avec l'objectif d'établir à la place du gouvernement bourgeois «la dictature bienfaisante et nécessaire du prolétariat», et l'anarchisme dont le programme fut dès l'abord «l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes». Les uns et les autres conservèrent en économie le principe commun de la socialisation des moyens de production.

La tactique politique des deux courants est donc: - pour les premiers, remplacer un pouvoir par un meilleur; - pour les derniers, détruire définitivement le pouvoir.

Le 19^{ème} siècle fut par excellence le siècle du parlementarisme. Les peuples en divers lieux, en maints pays se soulevèrent pour obtenir le droit de vote, et actuellement encore, dans tous les congrès de la social-démocratie, le suffrage universel est l'article essentiel du programme.

Pourquoi cet enjouement? Nous allons le voir.

Le système représentatif fut chose inconnue des antiques civilisations. Ses premières origines remontent à l'obscur époque du moyen-âge, alors que le christianisme et la féodalité se partageaient la direction des troupeaux humains. La position des «vilains» devenant parfois insupportable tout à fait, ils déléguaient quelques-uns des leurs avec des cahiers de doléances auprès des seigneurs. Ces pauvres hères personnaient alors vis-à-vis du droit absolu ou divin la misérable existence de la glèbe gouvernée.

C'était la première représentation; l'Angleterre en fut le berceau. Sitôt sa mission terminée, cette chétive délégation se dispersait; et l'on ne sait trop par quel obscur labeur des siècles elle se transforma en nos puissants parlements.

Il est curieux à ce propos de voir comment le système représentatif évolua de la forme primitivement prolétarienne en une forme aristocratique, puis bourgeoise, pour finir, de l'avis des social-démocrates actuels, par revenir à la forme populaire. L'histoire de la nation anglaise et des autres nations nous l'expliquerait peut-être. Cette simple excursion dans le temps nous montre en tous cas le caractère transitoire du système, et comment, par le fait même qu'il y a représentation, une grande partie du peuple est obligée pour faire entendre ses réclamations de recourir à une manœuvre inaugurée par les serfs du moyen-âge.

Si alors on avait supprimé le droit absolu ou divin du monarque, la délégation était inutile; si actuellement on supprimait l'autorité, le parlementarisme serait superflu. On voit déjà par là que les «assemblées parlantes» sont un effet, et que tant que la cause subsistera - l'autorité - il n'y aura pas un pas de fait. Et d'autant plus, que le parlementarisme est devenu lui-même autoritaire, que les décisions des diverses «Chambres» se sanctionnent par le juge et le gendarme. Raison de plus pour le supprimer.

Mais il y a autre chose, et l'argument historique n'aurait tant de valeur que si des faits nombreux ne nous venaient en aide pour la critique.

Voyons d'abord les bonnes raisons des votards de toutes couleurs, et spécialement des électeurs socialistes qui nous touchent de plus près.

«La bourgeoisie qui est au pouvoir affame le peuple, en protégeant de toute manière les capitalistes; endort la masse, en réglant l'instruction; abrutit la nation, avec l'Église; pour garder ses prérogatives, elle a l'armée. Le pouvoir est sa puissance. Cherchons donc à conquérir les pouvoirs, et quand nous y serons, nous changerons tout cela; nous ferons de bonnes lois pour l'ouvrier, nous établirons l'égalité. Et jusqu'à ce que nous ayons la majorité nécessaire pour l'action, la propagande électorale, dans les milieux prolétariens des villes et des campagnes, sera un prétexte pour l'agitation et une occasion de réveiller la conscience populaire. Puis les députés dans les Chambres feront entendre la voix des exploités, ils y parleront comme à une tribune, et la presse bourgeoise sera obligée de s'occuper de nous. Collatéralement à la lutte économique par les syndicats, nous devons mener la lutte politique dans les parlements; les deux actions sont nécessaires, et la première ne sert à rien si elle n'est pas sanctionnée par la seconde. Plus tard, les Conseils de la nation socialiste ne joueront plus qu'un rôle administratif».

Voilà les discours habituels que nous tiennent les réformistes. Et, à priori, ils paraissent avoir raison en plus d'un point. En effet, si les bourgeois asservissent le peuple parce qu'ils sont au gouvernement, il n'y a, pour supprimer cet asservissement, qu'à mettre le peuple à la place des bourgeois. C'est clair, c'est simple, c'est logique, semble-t-il.

Nous sommes pourtant d'un autre avis.

Et d'abord, l'autorité, fut-elle trois fois prolétarienne, fut-elle élue et consentie par les travailleurs, peut-elle être tolérée par un être complet, peut-elle être juste? Or là, pas de doute. L'autorité est en définitive, cette prétention très curieuse, très brutale et très décevante d'un ou de plusieurs individus de s'imposer à d'autres; la coercition est son essence. Outre que je ne comprends pas sur quoi cette prétention est appuyée, si ce n'est sur le droit du plus fort, je déclare catégoriquement que le gouvernement des ouvriers me déplaît tout autant que le gouvernement des capitalistes, par ce simple fait que, comme l'a si bien dit La Fontaine: *«Notre ennemi, c'est notre maître!»*.

Sans revenir sur les droits de l'individu vis-à-vis de la société, rappelons encore ces mots de Clemenceau: *«Faut-il un maître? L'humanité les a tous essayés: le maître légitime imposé par Dieu, puis le César qui comprend la patrie comme un cimetière, puis le maître anonyme, irresponsable, aux mille têtes; le peuple qui ne veut pas savoir, qui ne peut pas savoir. Et tous ont paru mauvais et injustes, et la vérité paraît être:*

«Pas de maître du tout. Que l'homme soit lui-même bon ou mauvais, grand ou petit, avare ou prodigue, avec ses défauts ou ses qualités, mais qu'il soit lui-même. Qu'un oppresseur ne vienne pas lui imposer sa méchanceté, sa petitesse, sa cupidité...».

Mais le parlementarisme - gouvernement, autorité - comporte bien d'autres points.

(A suivre).

Octave DUBOIS.
